## **Charles FROGER**







Né le 31 août 1985 charles.froger@univ-paris1.fr charlesfroger@yahoo.fr

## CARRIERE

Depuis 2023 : Maître de conférences, université Paris 1 Panthéon Sorbonne

2019-2023 : Maître de conférences, en délégation à l'université de la Nouvelle-Calédonie.

**2014-2019** : **Maître de conférences**, université Paris 1 Panthéon Sorbonne.

2012-2014 : Attaché temporaire d'enseignement et de recherche, université de Bordeaux.

**2009-2012** : Vacataire d'enseignement, université de Bordeaux.

Depuis le 1<sup>er</sup> sept. 2025 : Référent signalements du Centre national de la recherche scientifique (CNRS)

#### **FORMATION**

## 2009 - 2013 : Doctorat en droit, université de Bordeaux

<u>Thèse</u>: La prescription extinctive des obligations en droit public interne, soutenue le 2 décembre 2013 à l'Université Montesquieu – Bordeaux IV (dir. F. MELLERAY)

- ✓ Prix de thèse 2014 de la l'Association française pour la recherche en droit administratif
- ✓ Prix de thèse 2014 Dalloz « Nouvelle bibliothèque de thèses ».
- ✓ Recension à la *Revue française de droit administratif* (N. FOULQUIER, *RFDA* 2014, p. 820)
- ✓ Recension à la Revue européenne de droit public (B. PACTEAU, REDP 2017).

2009 : Master 2 Recherche - « Droit Public Fondamental », université Montesquieu – Bordeaux IV.

**2007** : Licence Droit, université Montesquieu – Bordeaux IV.

2006 : DEUG Droit, université François-Rabelais - Tours.

## **ENSEIGNEMENTS**

## A l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne (2023-...)

- ✓ **Droit et gestion des ressources humaines** (20H CM) Master 2 Droit
- ✓ Droit de la fonction publique territoriale (10 CM) Master 2 Droit des collectivités territoriales IED
- ✓ Droit de l'urbanisme (33 CM) Mater 1– EDS
- ✓ **Droit de l'urbanisme et de l'aménagement** Master 1 et Magistère 2eme année Département de Géographie (24H CM)
- ✓ Droit de l'urbanisme Master 1 IED
- ✓ Contentieux administratif Licence 3 IED
- ✓ **Préparation aux concours administratifs** (33h CM) Prépa Talents

# A l'université de la Nouvelle-Calédonie (2019-2023)

✓ Contentieux publics approfondis – Master 2 Droit (16H CM).

- ✓ Légistique Master 2 Droit (10H CM)
- ✓ Droit de l'urbanisme de la Nouvelle-Calédonie Master 1 Droit (18H CM).
- ✓ Droit des services publics de la Nouvelle-Calédonie Master 1 Droit (24H CM).
- ✓ **Droit public comparé** Master 1 Droit (24H CM).
- ✓ Droit administratif des biens Licence 3 Droit (24H CM).
- ✓ **Droit des libertés fondamentales** Licence 3 Droit (36H CM).
- ✓ **Droit de la fonction publique** Licence 3 Droit (18H CM).
- ✓ **Droit du contentieux administratif** Licence 3 Droit (24H CM).
- ✓ **Droit constitutionnel Théorie générale** Licence 1 Droit (30H CM)
- ✓ **Droit constitutionnel V**<sup>e</sup> **République** Licence 1 Droit (36H CM)
- ✓ Introduction au droit Licence 1 Droit (10H CM).
- ✓ Institutions administratives Licence 1 Droit (12H CM).
- ✓ **Droit administratif général –** 1<sup>ere</sup> et 2<sup>e</sup> année de Capacité Droit (24H CM)
- ✓ **Droit constitutionnel (V<sup>e</sup> République)** 1<sup>ère</sup> année de Capacité Droit (12H CM)
- ✓ Mode alternatif de règlement de litiges administratif DU Prévention et règlement de différent (3H CM).
- ✓ Principes directeurs du procès administratif et droit de la preuve DU Expertise judiciaire (6H CM).
- ✓ Cadres constitutionnel et international de la Nouvelle-Calédonie DU Droit coutumier kanak (3H CM).
- ✓ Coutume et droit public DU Droit coutumier kanak (3H CM).
- ✓ Juridictions en Nouvelle-Calédonie DU Droit coutumier kanak (3H CM).

# <u>A l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne</u> (2014-2019)

- ✓ **Droit de la fonction publique** Master 1 Droit public général (33H CM).
- ✓ **Droit de l'aménagement du territoire** Master 1 Droit public général (33H CM).
- ✓ **Droit financier et fiscal européen** Master 1 Droit international et européen (33H CM).
- ✓ **Droit de l'urbanisme** Master 1 Droit publics des affaires (15H TD)
- ✓ **Droit administratif** 2<sup>ème</sup> année de Capacité Droit (36H CM).

## Missions d'enseignement :

- ✓ 2025: Droit administratif et libertés fondamentales Prépa IEJ université Toulouse Capitole (6H CM)
- ✓ 2024 : **Droit administratif** École de droit Sciences Po Paris (24H CM)
- ✓ 2023 : **Droit administratif et Coutumes kanak** Diplôme universitaire de la droit coutumier Kanak université de la Nouvelle-Calédonie (6H CM)
- ✓ 2014 : **Droit de la responsabilité administrative** Master 2 Métiers du droit et de la justice, *Université Savoie Mont Blanc* (3H CM)

## RECHERCHE

## **C**HAMPS DE RECHERCHE

- ✓ Droit de la fonction publique
- ✓ Droit des outre-mer
- ✓ Droit du contentieux administratif
- ✓ Droit administratif général
- ✓ Laïcité
- ✓ Droit de l'urbanisme

# **LABORATOIRES DE RECHERCHES**

Membre de Institut des sciences juridique et philosophique de la Sorbonne (ISJPS), département Centre d'études et de recherches sur l'administration publique (CERAP), Université Paris 1 Panthéon Sorbonne.

Membre associé du **Centre d'Etudes et de Recherches Comparatives sur les Constitutions, les Libertés et l'Etat** (CERCCLE), Université de Bordeaux

### **RESPONSABILITE EDITORIALE**

Codirecteur scientifique de l'Actualité Juridique - Fonctions publiques (revue Lefebvre-Dalloz)

## **Associations scientifiques**

Membre de l'Association des Juristes en Droit des Outre-Mer (L'AJDOM).

#### **PUBLICATIONS**

## **Ouvrages**

- ✓ Traité de la prescription extinctive (codir. M. Mignot, M. Nord-Wagner), Dalloz, coll. Praxis, à paraître 2026
- ✓ <u>La fonction publique dans le Pacifique Sud. Réflexion sur les modèles de fonction publique</u> (dir.), Presses universitaires de la Nouvelle-Calédonie, 2023, 148 p.
- ✓ La laïcité dans les services publics. Aspects pratiques, entre renouveau et renoncement, (codir. C. BENELBAZ), LGDJ-Lextenso, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, coll. Colloque et Essai, 2022, 282 p.
- ✓ L'œuvre législative de Vichy, (codir. C. Benelbaz, S. Platon et B. Berthier), Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, 2017, 289 p.
- ✓ La prescription extinctive des obligations en droit public interne, Dalloz, coll. Nouvelle Bibliothèque de Thèses, 2015, vol. 145, 578 p.

## **Articles**

- ✓ « Codification », in G. Giraudeau et M. Maisonneuve (dir.), *Dictionnaire juridique des outre-mer*, LexisNexis, 2<sup>e</sup> éd., à paraître 2026
- ✓ « Fonctions publiques », in G. Giraudeau et M. Maisonneuve (dir.), *Dictionnaire juridique des outre-mer*, LexisNexis, 2<sup>e</sup> éd., à paraître 2026
- ✓ « L'inaction de l'agent public », in S. BRIMO (dir.), L'inaction en droit public, LexisNexis, 2026, à paraître.
- ✓ « L'exercice des compétences en Nouvelle-Calédonie : de quelques difficultés de frontière », AJDA, 2025, p.
  1803.
- ✓ « Les juridictions judiciaires et administratives face à la coutume kanak en Nouvelle-Calédonie », (avec C. Bouix), *Revue d'Histoire de la Justice*, n°36, 2025, à paraître.
- √ « Le recouvrement des trop-perçus de rémunération des agents publics », AJFP, 2025, pp. 295-300.
- ✓ « Le droit privé administratif dans les relations de travail. Existe-t-il un droit du travail administratif ? » (avec S. RANC), in A. JACQUEMET-GAUCHE et I. MICHALIS (dir.), Le droit privé administratif, IFJD, 2025, pp. 141-157.
- ✓ « L'extinction par acte unilatéral dans la mise en œuvre de la prescription en droit public », in L. Andreu et
  M. Mignot (dir.), Recherches sur les modes d'extinction des obligations, L'Harmattan, coll. Logiques juridiques,
  2024, pp. 123-149
- ✓ « Quel rapport du juge administratif au droit privé quinze ans après la réforme du droit de la prescription ? », Revue des contrats, 2024, pp.127-133.
- ✓ « Vers une para-fonction publique contractuelle de la Nouvelle-Calédonie », in C. FROGER (dir.) *La fonction publique dans le Pacifique-sud. Réflexion sur les modèles de fonction publique*, Presse Universitaire de la Nouvelle-Calédonie, 2023, pp. 90-107.
- √ « L'agent public est-il encore un travailleur différent du salarié ? », AJDA 2023, pp. 1284-1290.
- ✓ « Protection fonctionnelle et travailleurs privés des services publics. Etude de droit comparé interne » (avec L. Bento de Carvalho), AJFP 2023, pp. 207-212.
- ✓ « La fonction publique en Nouvelle-Calédonie : un colosse aux pieds d'argile », AJFP 2023, pp. 83-89.
- √ « L'état d'urgence sanitaire et sa sortie en Nouvelle-Calédonie. Retour sur dix-huit mois de covid-free », AJDA, 2022, pp. 264-272.
- ✓ « Manifestation des opposants à la vaccination obligatoire contre la covid-19 en Nouvelle-Calédonie : interdire ou ne pas interdire pendant l'état d'urgence sanitaire », RDLF 2021 chron. n°33,
- ✓ « The exercise of public health authority in New Caledonia », in G. Giraudeau (dir.), "Cross-Political Perspectives on Response and Impact of the Covid-19 in the South Pacific", Australian Political Science Association Conference, Politics in the Age of Uncertainty, Université de Macquarie, Sydney, Australie, 20-22 September 2021.
- ✓ « La médiation administrative : limites et mérites. L'exemple du Tribunal administratif de la Nouvelle-Calédonie », *AJDA* 2021, pp. 495-498.

- ✓ « L'autorisation d'absence pour motif religieux dans la fonction publique », AJFP 2021, n°2, pp. 62-66.
- ✓ « La fiscalité face au temps. Des mésusages de la rétroactivité fiscale en France », in F. QUEROL (dir.), Quel système fiscal pour le Vanuatu ?, Port Vila, Vanuatu, 2019, pp. 241-251
- ✓ « La loi du 6 août 2019 de *transformation de la fonction publique* et le déroulement de la carrière des agents publics. Une pierre managériale supplémentaire dans l'édifice statutaire », *AJDA* 2019, pp. 2364-2371.
- ✓ « Le contentieux de la laïcité dans la fonction publique », in C. PAUTI (dir.), <u>La laïcité dans la justice</u>, GIP Mission Droit et Justice, 2019.
- ✓ « Compte-rendu de l'enquête menée auprès du Tribunal administratif et de la Cour administrative d'appel de Bordeaux », in GRIDAUH (dir.), Enquête sur les réformes de 2103 sur le contentieux de l'urbanisme, Partie 1, 2018, pp. 1-29.
- ✓ « Les interventions législatives après la décision Conseil de la concurrence. Que reste-t-il du "noyau dur" de la compétence du juge administratif ? », AJDA 2017 pp. 112-120.
- ✓ « Vichy et la laïcité. La continuité de la rupture », (avec C. Benelbaz), in C. Benelbaz, B. Berthier, C. Froger, S. Platon (dir.), L'œuvre législative de Vichy. Rupture(s) et continuité(s), Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, 2017, pp. 67-102.
- √ « <u>Administrative justice in France. Between singularity and classicism</u> », ( H. FLAVIER), *BRICS Law Journal*, Vol. 3(2), 2016, pp. 80–111.
- ✓ « La juridiction administrative et l'anonymat », in P. Yolka (dir.), *Le nom. Administrations, droit et contentieux administratifs*, Institut Universitaire Varenne, coll. Colloques & Essais, 2015, pp. 223-249.
- ✓ « Le recours à l'expertise dans les procédures juridictionnelles : entre équité et efficience », Cahiers de la fonction publique, 2015, n°352, pp. 50-53.
- ✓ « Le coût budgétaire, obstacle à la réparation des préjudices ? », AJDA 2014, pp. 1825-1829.
- √ « La sanction fiscale dans les jurisprudences constitutionnelle et européenne », RDP 2013, pp. 929-956.
- ✓ « Les professions réglementées : l'exemple du notaire », in L. GRARD (dir.), *Droit de l'Union Européenne*, LGDJ, coll. Exercices pratiques, 2013, pp. 275-283.

#### **Fascicules**

- ✓ « Notion d'acte administratif (Manifestation de volonté. Autorité administrative) », *JCl. Administratif*, Fasc. 106-10, 2017.
- ✓ « Notion d'acte administratif (Effets de droit) », JCl. Administratif, Fasc. 106-20, 2017.

#### **Commentaires**

- √ « L'originalité du point de départ de la prescription administrative à l'épreuve du code civil », note sous CE, sect., 11 juillet, 2025, Banque de France, n°466060 RFDA, 2025, n°5, à paraître.
- ✓ « Droit travail calédonien vs. Droit du travail métropolitain : une lecture discutable de l'autonomie normative de la Nouvelle-Calédonie » (avec S. RANC), JCP S 2025, n°1067
- ✓ « Le droit néo-calédonien face aux "entités naturelles sujets de droit" : de la difficile prise en compte de l'identité Kanak » (avec C. Bo∪ıx), AJDA 2024, p. 2216.
- √ « L'application du code civil à la prescription de l'indemnité d'occupation irrégulière du domaine public », AJDA 2024, p. 1966.
- ✓ « Le refus de la Cour de cassation d'adopter le délai raisonnable de la jurisprudence Czabaj du Conseil d'Etat : une jurisprudence raisonnable ? », note sous Cass. AP, 8 mars 2024, n° 21-12.560, JCP G 2024, n° 18, comm. 557.
- ✓ « Une nouvelle imprescriptibilité : l'action en démolition d'un ouvrage public empiétant sur une propriété privée », note sous CE, 27 septembre 2023, *Société Enedis*, n° 466321, AJDA 2024, 171.
- √ « Quelle juridiction administrative compétente pour contrôler le refus d'abroger une "loi du pays" de la Polynésie française ? », note sous CE, 7 avril 2023, Soc. Mobile Pacific Télécom, n° 468496, Lexbase Public n°706, 11 mai 2023.
- √ « Clarification du droit applicable aux agents non-titulaires des administrations publiques à Wallis et Futuna », note sous TA Wallis et Futuna, ord., 1er juin 2022, Mme. S., n°2100042, AJDA 2022, p. 2131
- ✓ « La prescription décennale de l'article 1793-4-3 du code civil devant le Conseil d'Etat. Sur une convergence des droits public et privé de la construction », note sous CE, 22 avril 2022, Société Arest, n°448946 AJDA 2022, p. 2026.
- √ « La prescription biennale de la répétition de l'indu de rémunération des agents publics n'est pas applicable en Nouvelle-Calédonie », note sous CAA Paris, 5 mars 2019, n° 18PA00446, AJDA 2019, p. 2632.

- ✓ « Urbanisme et procédure administrative contentieuse en Nouvelle-Calédonie. De la préemption de compétence de l'Etat », note sous CE, avis, 13 février 2019, n°422283, AJDA 2019, p. 2310.
- ✓ « L'agent public, le temps et l'argent. La prescription de la répétition de l'indu de rémunération », note sous CE, avis, 31 mars 2017, n°405797, *Dittoo et Holterbosch*, *AJDA* 2017, p. 2022.
- ✓ « Protection fonctionnelle et collaborateur du service public. Une nouvelle extension », note sous CE, 13 janvier 2017, *Fiévet*, n° 386799, *AJDA* 2017, p. 1075.
- ✓ « Le cantonnement des dérogations au principe du "silence de l'administration vaut acceptation" », note sous CE, 30 décembre 2015, Compagnie nationale des conseils en propriété industrielle et autres, AJDA, 2016, p. 1986.
- ✓ « L'engagement de servir dans la fonction publique militaire face à la Convention européenne des droits de l'Homme », note sous CEDH, 4 juin 2015, *Chitos c/ Grèce* ; *AJFP* 6-2015, p. 325.
- ✓ « Le droit de présentation des greffiers en tribunaux de commerce devant le Conseil constitutionnel : bis repetita ? », note sous CC, Décision n° 2015-459 QPC du 26 mars 2015, Puig ; AJDA 2015, p. 1930.
- ✓ « La validation du droit de présentation des notaires par le Conseil constitutionnel : une définition de façade du statut notarial », note sous CC, Décision QPC n°2014-429, 21 novembre 2014, Thiollet, Constitutions 2015, n°2, p. 102.
- ✓ « L'indemnisation du fonctionnaire non affecté à un emploi dans un délai raisonnable », note sous CE, 11 juin 2014, ministre de l'Economie et des Finances c/ M. B., n° 368314 ; AJDA 2014, p. 2435.
- ✓ « La différence de protection fonctionnelle entre les agents publics est conforme à la Constitution », note sous CE, QPC, 17 février 2014, n°374227 ; *Dr. adm.* 2014, n°6, p. 40.
- ✓ « Décision opposant la prescription quadriennale et délai de recours en matière de travaux publics », note sous CE, Sect., 6 décembre 2013, *Commune d'Etampes* ; *AJDA* 2014, p. 993.
- √ « Harcèlement, tentatives de suicide et protection fonctionnelle », note sous CE, 21 octobre 2013, Commune de Cannes; AJDA 2014, p. 68.
- ✓ « La prescription disciplinaire n'est pas imposée par la Constitution », note sous, CC, Décision n°2011-199 QPC, 25 novembre 2011, *Gourmelon*; *Dr. adm.* 2012, n°3, comm. 37.
- ✓ « Le droit de l'Union européenne interdit de réserver la profession de notaire aux nationaux », note sous CJUE, 24 mai 2011, *Commission c/ France*; *Dr. adm.* 2011, n°8, comm. 77.
- ✓ « Incompétence de la juridiction administrative pour contrôler les ordonnances de roulement prises par les juridictions judiciaires », note sous CE, 23 juillet 2010, Syndicat de la magistrature; Dr. adm. 2010, n°11, comm. 148.
- ✓ « La prescription des créances publiques », note sous CE, 12 mars 2010, Vatin; Dr. adm. 2010, n°6, comm.
  96.
- ✓ « Prescription des créances et dettes de l'Etat et CEDH », note sous CEDH, 25 juin 2009, Zouboulidis c/ Grèce ; Dr. adm. n°10, 2009, comm. 131.

### Chroniques

- ✓ « Le droit des fonctions publiques des outre-mer », (avec G. CALLEY),
  - o Chronique 2024 AJFP 2025, p. 187.
  - o Chronique 2023, AJFP 2024, p. 71.
- ✓ « Droit de la responsabilité administrative extracontractuelle »
  - o Septembre à décembre 2024, Lexbase Public, 15 janv. 2025
  - Mai à juillet 2024, Lexbase Public, 25 juill. 2024

### Éditos

- ✓ « Et maintenant ? », avec C. BIGET, AJFP 2025, p. 1.
- ✓ « La jurisprudence *Langneur* : un mort-vivant », AJFP 2024, p. 545.
- ✓ « Renouer le lien entre fonction publique et services publics », AJFP 2023, p. 525.
- ✓ « Forfait de pension et réparation intégrale. L'arrêt Moya Caville a vingt ans », AJFP 2023, p. 309.

#### Observations

## AJFP 2025

- ✓ N°9 : « Les corrections et refus d'écrits relèvent de l'exercice normal du pouvoir hiérarchique » ; « Taux de remplacement en congé maladie : la différence de traitement entre fonctionnaires et salariés n'est pas contraire au principe d'égalité ».
- ✓ N°5 : « Application dans le temps de la prescription de trois ans enfermant l'action disciplinaire ».
- √ N°4 : « Prescription biennale des allocations d'aide au retour à l'emploi ».
- √ N°3 : « Rétro-pantouflage : la sanction automatique de non-recrutement, pendant trois ans, d'un agent contractuel est inconstitutionnelle » ; « L'absence de fondement législatif et réglementaire des autorisations spéciales d'absence pour règles douloureuses ».
- √ N°2: « Survivance de l'imprescriptibilité des poursuites disciplinaires pour les sapeurs-pompiers volontaires »; « Contrôle juridictionnel de la procédure de promotion interne, dite repyramidage, des enseignants-chercheurs ».

#### AJFP 2024

- ✓ N°12. : « De vifs échanges entre agents, dans le respect de l'obligation de dignité, ne justifient pas un blâme ».
- ✓ N°9. : « Droit à la protection fonctionnelle en cas d'atteintes aux biens de l'agent public ».
- ✓ N°5 : « La décision d'un employeur public d'interdire, au nom d'une politique de neutralité, le port de signes religieux à ses employés sur leur lieu de travail est conforme au droit de l'Union ».
- ✓ N°4. : « Un changement d'affectation diminuant les responsabilités professionnelles et la rémunération n'est pas une mesure d'ordre intérieur ».
- √ N°2. : « Les particularités de l'abandon de poste des agents contractuels » ; « Conséquences de l'octroi de la protection fonctionnelle sur la prise en charge des frais de justice » ; « Radiation des cadres pour abandon de poste : le fonctionnaire doit préalablement avoir été affecté à un emploi ».
- ✓ N°1. : « La critique *ad hominem* d'un maire par un fonctionnaire territorial sur un réseau social, même en période électorale, viole l'obligation de réserve ».

## AJFP 2024

- √ N°12 : « Condamnation pénale d'interdiction temporaire d'exercer la fonction de surveillant pénitentiaire et radiation des cadres » ; « De la difficile qualification de fautes managériales en harcèlement moral » ; « Un policier lanceur d'alerte ne peut être sanctionné pour avoir désobéi aux instructions de sa hiérarchie relatives à la forme du signalement »
- √ N°10. : « L'exercice normal du pouvoir hiérarchique ne peut constituer un accident de service, quelles qu'en soient les conséquences sur l'agent » ; « Résurgence de la jurisprudence Lafage dans le contentieux des retenues sur traitement pour absence de service fait »
- ✓ N°9 : « Obligation de neutralité des agents et usagers de la Fédération française de football : fin de match pour la liberté religieuse » ; « Preuve de la faute disciplinaire exclusivement rapportée par des témoignages anonymisés : une possibilité encadrée pour l'employeur public » ; « Imputabilité au service d'une chute de roller survenue lors de la pratique d'une activité sportive de cohésion »
- ✓ N°6 : « Nature du recours contentieux exercé contre une décision informant un agent de retenues sur traitement en raison de l'exercice injustifié du droit de retrait »
- ✓ N°5 : « Définition de la faute personnelle détachable des fonctions : vers une harmonisation au sein de la Cour de cassation ? » ; « Fin de détachement sur emploi fonctionnel : précisions sur les obligations respectives des collectivités d'origine et d'accueil » ;
- √ N°4: « Prise en compte des responsabilités syndicales dans l'inscription au tableau d'avancement »; « Illégalité d'une sanction disciplinaire rétroactive »
- ✓ N°3 : « La prescription biennale s'applique à la répétition des frais de déplacement indûment versés aux militaires » ; « La preuve de la faute disciplinaire par enquête privée et vidéosurveillance à l'initiative de l'employeur est loyale »
- √ N°2 : « Indemnisation d'un agent contractuel des conséquences de l'éviction illégale résultant d'une démission présumée » ; « Des négligences fautives dans la préparation d'un repas de Noël communal ne justifient pas une sanction de licenciement » ;
- √ N°1: « Le forfait de pension et l'indemnisation de la souffrance au travail »; « Compétence liée d'une directrice d'un IRA pour licencier un élève attaché d'administration non admis à être stagiaire »; « Prescription quadriennale de l'avantage spécifique d'ancienneté et absence d'ignorance légitime ».

- JCP G 2025-2
- ✓ « Compétence du juge administratif de l'impôt pour connaître de la prescription de l'action en recouvrement d'une créance fiscale dans le cadre d'une procédure de saisie immobilière », JCP G 2025, act. 165.
  - Chron. Europe JCPA 2016, 2000
- ✓ CJUE, 26 nov. 2015, aff. C-166/14, MedEval, Qualitats, Leistungs, und Struktur-Evaluierung un Gesundheitssvesen GmbH
- ✓ CJUE, 10 sept. 2015, aff. C-151/14, Commission c/ Lettonie
- ✓ CJUE, 18 juin 2015, aff. C-9/14, Staatssecretaris van Financiën c/ D. G. Kieback, JCPA 2016, 2000
- ✓ CJUE, 2 sept. 2015, aff. C-386/14, Groupe Steria SCA c/ Ministres des finances et des Comptes publics
- ✓ CJUE, 4 juin 2015, aff. C-161/14, Commission c/ Royaume-Uni
- ✓ CJUE, 8 septembre 2015, aff. C-105/14, Ivo Taricco et autres
  - Chron. Europe JCPA, 2015, n°40, 2282
- ✓ CJUE, 5 mars 2015, aff. C-479/13, Commission c/ France et CJUE, 5 mars 2015, aff. C-502/13, Commission c/ Luxembourg; JCPA, 2015, n°40, 2282, chron. Europe.
- ✓ CJUE, 26 mars 2015, aff. C-499/13, Macikowski c/ Dyrektor Izby Skarbowej w Gdansk,
- ✓ JCPA 2015, n°22, 2154
- ✓ CJUE, 18 décembre 2014, aff. C-640/13, Commission contre Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.
- ✓ CJUE, 5 février 2015, Commission contre Royaume de Belgique, aff. C-317/14 ;.
- ✓ CED.H., 2 décembre 2014, Emel Boyraz c/Turquie, Req. n°61960/08.
  - Chron. Europe JCPA 2015, n°5, 2022
- ✓ CJUE, 10 septembre 2014, aff. C-270/13, *Irakiis Hara lambidis contre Calogero Casilli ; JCPA* 2015, n°5, 2022, chron. Europe.
- ✓ CJUE, 18 septembre 2014, aff. C-549/13, Bundesdruckerei GmbH contre Stadt Dortmund; JCPA 2015, n°5, 2022, chron. Europe.
- ✓ CJUE, 11 septembre 2014, *K Oy*, aff. C-219/13 ; *JCPA* 2015, n°5, 2022, chron. Europe.

## **COMMUNICATIONS ORALES**

- √ « Faire carrière dans les fonctions publiques outre-mer : quelles mobilités ? », Colloque Hauts fonctionnaires des Outre-mer ? Migrations, Legs colonial et carrières administratives dans la France post-coloniale ETOM, S. Guyon (dir.), 30 juin et 1<sup>er</sup> juillet 2025, Amiens.
- ✓ « Les codifications en outre-mer : de quoi parle-t-on ? », avec C. Bouix, Colloque Codification(s) et droit(s) des outre-mer, C. Bouix et C. Froger (dir.), Paris, Sénat, 16 mai 2025
- ✓ « <u>Le parc naturel de la mer de Corail en Nouvelle-Calédonie</u> », Colloque *Le droit de l'Océan du point de vue environnemental*, Cour de cassation, Paris, 27 mars 2025.
- ✓ « La diversité des fonctions publiques outre-mer », Séminaire Dialogues autour de la fonction publique, dir.
   E. Ruiz et M. Icard (dir.), Science Po Paris/Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, 13 décembre 2024.
- ✓ « La gradation de l'autonomie » et « Les compétences "régaliennes" », Colloque L'autonomie politique et financière des collectivités ultramarines », J. BENETEAU et C. DAVID (dir.), Aix-Marseille Université, 14 et 15 novembre 2024.
- ✓ « Les personnels », Colloque *Le droit privé administratif*, dir. A. JACQUEMET-GAUCHE et I. MICHALIS (dir.), Université Clermont-Auvergne, Clermont-Ferrand, 11 octobre 2024.
- √ « L'identification des harcèlements : approche croisée de droit du travail et de droit de la fonction publique »
  (avec L. de Montvalon), Colloque Les harcèlements au travail, dir. L. Bento Carvalho et C. Marconi, Université
  de Pau et des Pays de l'Adour, 21 juin 2024.
- ✓ « La laïcité à l'Université » Journée d'étude *La laïcité, un concept en quête de limite,* Université de Picardie, Amiens, 22 mars 2024.
- ✓ « L'attractivité de la fonction publique. Regard comparé Hexagone-Nouvelle-Calédonie », <u>Assises de la Fonction publique de la Nouvelle-Calédonie</u>, Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, 2 novembre 2023.

- ✓ « Le droit public de la prescription après la loi n° 2008-561 du 17 juin 2008 », Colloque *Le droit de la prescription après quinze années d'application de la loi n° 2008-561 du 17 juin 2008*, dir. M. MIGNOT, Université de Strasbourg, Strasbourg, 30 juin 2023.
- ✓ « <u>Vers une para-fonction publique contractuelle en Nouvelle-Calédonie</u> », Colloque *La réforme de la fonction publique en Nouvelle-Calédonie*, dir. C. FROGER, Université de la Nouvelle-Calédonie, Nouméa, 22 octobre 2021.
- ✓ « <u>La réforme de la fonction publique de la Nouvelle-Calédonie. Entre système de carrière et système de l'emploi</u> », Colloque *La réforme de la fonction publique en Nouvelle-Calédonie*, C. Froger (dir.), Université de la Nouvelle-Calédonie, Nouméa, 22 octobre 2021.
- ✓ « <u>The exercise of public health authority in New Caledonia</u> », Australian Political Science Association Conference, *Politics in the Age of Uncertainty*, G. GIRAUDEAU (dir.), Université de Macquarie, Sydney, Australie, 20-22 septembre 2021.
- √ « Compétence "santé" dans les outre-mer : le cas de la Nouvelle-Calédonie », Journée d'étude Santé et Outre-mer : état des lieux en période de crise sanitaire, L'Association des Juristes en Droit des Outre-mer (LAJDOM), 29 juin 2021.
- ✓ « <u>L'état d'urgence sanitaire</u>, perturbateur de la régulation des compétences en <u>Nouvelle-Calédonie</u></u>», V.

  Bertile et P. Gervier (dir.), La mise en œuvre de l'état d'urgence sanitaire sur le territoire de la République : quel bilan et quelles perspectives dans l'Hexagone et en Outre-mer ?, Université de Bordeaux, 29 et 30 juin 2020.
- ✓ « La fiscalité face au temps », Colloque *Quel système fiscal pour Vanuatu?*, F. Querol (dir.), Université du Vanuatu / Université Toulouse I Capitole, Port Vila, Vanuatu, 2 et 3 mai 2019.
- ✓ « La Laïcité et les agents publics », Colloque La laïcité dans les services publics : aspects pratiques. Entre renouveau et renoncement, dir. C. Benelbaz et C. Froger, Université Savoie Mont Blanc, Chambéry, 21 et 22 septembre 2017.
- ✓ « Le fait religieux en entreprise », Conférence *Liberté, égalité, diversité : devise partagée des RH*, IAE Gustave Eiffel, Paris, 7 mars 2017.
- ✓ « La juridiction administrative et l'anonymat », P. Yolka (dir.), Colloque Le nom. Aspects de droit administratif,
  Université Grenoble Alpes, Grenoble, 20 mars 2015.
- ✓ « Le principe de laïcité et Vichy » (avec C. Benelbaz), C. Benelbaz, B. Berthier, C. Froger, S. Platon (dir.), Colloque L'œuvre législative de Vichy d'hier à aujourd'hui : rupture(s) et continuité(s), Université Savoie Mont Blanc, Chambéry, 23 et 24 octobre 2014.

## RECHERCHE COLLECTIVE

**2026** : Co-organisation (avec S. RANC) du colloque *Les accords collectifs dans la fonction publique. Regards croisés entre publicistes et travaillistes*, Université Toulouse Capitole, juin 2026

**2025 :** Co-organisation (avec C. Bouix) du colloque *Codification(s) et droit(s) des outre-mer*, 16 mai 2025, Sénat, Palais du Luxembourg.

**2022 :** Organisation de la conférence <u>« Devenir haute fonctionnaire : de l'île des Pins à la Cour des comptes », Université de la Nouvelle-Calédonie, 6 octobre 2022</u>

**2021 :** Organisation du colloque sur *La réforme de la fonction publique en Nouvelle-Calédonie*, Université de la Nouvelle-Calédonie, 21 octobre 2022.

**2018 :** Membre du groupe de travail sur <u>l'Enquête sur les réformes de 2013 sur le contentieux de l'urbanisme</u> dans le cadre d'une recherche coordonnée par le Groupement de recherche sur le Droit de l'aménagement, de l'urbanisme et de l'habitat (GRIDAUH).

**2017 :** Co-organisation (avec C. Benelbaz) du colloque *La laïcité dans les services publics* : *aspects pratiques. Entre renouveau et renoncement* à la Faculté de droit de Chambéry.

**2017-2020 :** Membre du groupe de travail sur *La laïcité dans la justice* (dir. C. PAUTI) dans le cadre du GIP Mission de Recherche Droit et Justice.

**2016-2018**: Membre du groupe de travail sur *l'Illégitimité de la Justice* (dir. F. HOURQUEBIE et L.-F. GARCIA LOPEZ) dans le cadre du programme ECOS-Nord (Partenariat Université de Bordeaux / Université del Rosario - Bogota en Colombie).

**2014** : Co-organisation (avec C. Benelbaz, B. Berthier, et S. Platon) du colloque *L'œuvre législative de Vichy d'hier* à aujourd'hui : rupture(s) et continuité(s) à la Faculté de Droit de Chambéry.

### **DIFFUSION DE LA RECHERCHE**

#### Presse

- ✓ « Contrôle du pantouflage dans la fonction publique : l'automaticité de la sanction n'est pas conforme à la Constitution », Le club des juristes, 28 janvier 2025.
- ✓ « <u>Si l'extrême droit l'emporte, les fonctionnaires auront un pouvoir de désobéissance limité</u> », interview pour le journal *Médiapart*, 7 juillet 2024.
- ✓ « <u>Le droit et les libertés à l'épreuve la Covid-19</u> », entretien pour le journal *Les Nouvelles Calédoniennes*, 6 octobre 2022.
- ✓ « <u>Santé : effets indésirables du vaccin, le pays n'a rien prévu pour indemniser les préjudices</u> », interview pour le journal *Les Nouvelles Calédoniennes*, 26 octobre 2021.
- ✓ « Politique vaccinale et pass sanitaire, que dit le droit ? », entretien pour Les Nouvelles Calédoniennes, 6 octobre 2021.
- ✓ « Manifestation des antivax Pourquoi le haut-commissariat ne l'a pas interdite », interview pour Les Nouvelles Calédoniennes, 28 septembre 2021
- ✓ « <u>Les enjeux juridiques de la vaccination contre la covid-19 en Nouvelle-Calédonie</u> », *Outremers* 360°, Expertise, 10 juillet 2021.
- ✓ « <u>Covid-19 : trois questions sur les remises en cause de la quatorzaine devant la justice</u> », interview pour Nouvelle-Calédonie 1ère, 18 juin 2021.
- ✓ « <u>Référendum en Nouvelle-Calédonie : L'ouverture d'un nouveau contentieux électoral</u> », *Outremers* 360°, Expertise, 13 décembre 2020.

#### Radio

- ✓ « Blocage de bureaux de votes en Nouvelle-Calédonie : quelles conséquences juridiques sur les élections législatives ? », interview pour l'émission Le journal de 17h de Nouvelle-Calédonie 1ère, 30 juin 2024.
- ✓ « Le troisième référendum d'autodétermination en Nouvelle-Calédonie », interview l'émission *Le journal* de France info radio, 12 décembre 2021.
- ✓ « <u>L'obligation vaccinale et le pass sanitaire en Nouvelle-Calédonie</u> », interview pour l'émission *L'invité de la Matinale* de *Nouvelle-Calédonie la 1ère*, 20 octobre 2021.
- ✓ « <u>L'obligation vaccinale contre la covid-19 en Nouvelle-Calédonie</u> », interview pour l'émission *Question pays* de *Nouvelle-Calédonie* 1<sup>ère</sup>, 11 octobre 2021.
- ✓ « <u>Démocratie, droits et devoirs du citoyen</u> », invité de l'émission *Ligne directe* de *Nouvelle-Calédonie* 1ère, 6 octobre 2021.
- ✓ « Le couvre-feu dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire en Nouvelle-Calédonie », interview pour l'émission le *Journal du soir* de *Radio Rythme Bleu*, 15 septembre 2021
- ✓ « <u>La compétence de la Nouvelle-Calédonie pour la vaccination obligatoire contre le COVID-19 pour certains personnels</u> », interview pour l'émission le *Journal du soir* de *Radio Rythme Bleu*, 30 mars 2021.

### Télévision

- ✓ « Quel rôle pour les sénateurs en Nouvelle-Calédonie », interview pour l'émission Le JT de 18h de Calédonia,
  19 septembre 2023.
- ✓ « <u>Covid-19 : à quoi pourrait ressembler un certificat sanitaire ?</u> », interview pour l'émission *Le 19h30* de *Nouvelle-Calédonie 1ère* , 23 avril 2021.
- ✓ « Referendum du 4 octobre 2018 : Le recours a-t-il des chances d'aboutir ? » débat web-télévisé pour l'émission Sans détour de NCnews, 14 octobre 2020.
- ✓ « <u>L'indépendance-association, une solution de sortie de l'Accord de Nouméa ?</u> », débat web-télévisé pour l'émission *Sans détour* de *NCnews*, 14 octobre 2020.
- ✓ « <u>Corps électoral gelé en Nouvelle-Calédonie : quelles évolutions possibles ?</u> », débat web-télévisé pour l'émission *Sans détour* de *NCnews*, 14 octobre 2020.

### **EXPERTISE**

**2026**: Participation au rapport pour Les Verts/ALE au Parlement européen : « La fonction publique » (avec J.-P. Feirreira), in S. Platon et L. Pech (dir.), La résistance du système juridique français à un potentiel "choc autoritaire", 2e éd., 2026, à paraître.

**Depuis sept. 2025 :** Membre du comité stratégique et éthique de la chaire outre-mer et changements de globaux (OMEGA) de Sciences Po Paris.

**2025**: Membre du jury du concours externe et du second concours externe « Talents », Épreuve Note opérationnelle portant sur une problématique de droit public » du concours externe de l'Institut National du Service Public (INSP).

**2024**: Correcteur de l'épreuve d'admissibilité du concours externe et du second concours externe Talents : « Note opérationnelle portant sur une problématique de droit public » du concours externe de l'Institut National du Service Public (INSP).

**2023-2024**: Expertise auprès du Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie – Direction des Ressources Humaines de la Fonction publique de la Nouvelle-Calédonie (DRHFPNC) :

- Réflexion sur l'attractivité de la fonction publique en Nouvelle-Calédonie
- Participation à l'élaboration du Code de la fonction publique de la Nouvelle-Calédonie

**2023** : Expertise auprès du Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie – Direction de la gestion et des affaires coutumières (DGRAC)

- Membre du groupe de travail sur l'élaboration d'une réglementation d'urbanisme et d'aménagement sur terres coutumières.
- Membre du groupe de travail sur la réglementation des Groupements locaux de droit particulier.

## **ADMINISTRATION**

2025 : Membre de Comité sélection, Science Po Bordeaux, MCF 02

2024 : Membre de Comité de sélection, Université de Poitiers, MCF 02

2019-2023 : Élu membre suppléant au Conseil National des Universités, Section 02 – Droit public

2019-2022 : Elu au Conseil de Département – Droit-Economie-Gestion de l'Université de la Nouvelle-Calédonie

**2019-2021** : **Responsable de la préparation à l'examen d'entrée au CRFPA** à l'Université de la Nouvelle-Calédonie – En partenariat avec l'IEJ Jean Domat, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

2019-2021 : Responsable pédagogique de la Licence Droit à l'Université de la Nouvelle-Calédonie.

**2018-2019** : **Elu au comité consultatif scientifique** de l'Ecole de Droit de la Sorbonne à Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

2018 : Membre de comités de suivi de thèses doctorales.

2018 : Membre de jurys de soutenance de Diplôme supérieur du notariat, Université Paris 1- Panthéon Sorbonne

## LANGUES

Anglais: Niveau B2. Italien: Niveau A1